

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 18 FEVRIER 2014

SOMMAIRE

- 1) Elle guette
- 2) Les quatre...
- 3) « dubitatif »
- 4) Il s'insurge
- 5) Ce n'est pas une anomalie selon...
- 6) La tartufferie
- 7) Le dénigrement permanent
- 8) Main dans la main...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) L'abstention-sanction guette



Tractage dans le XVIII^e arrondissement de Paris, le 8 février. (Photo Albert Facelly pour Libération)

Le PS craint une démobilisation de ses électeurs traditionnels.

Il y a au moins un reproche qu'on ne peut pas faire à François Hollande, celui de verser dans l'électorisme. En dégainant son «pacte de responsabilité» aux entreprises, placé sous le signe de la politique de l'offre, puis en évacuant la loi sur la famille, dans un souci revendiqué d'apaisement du pays, le chef de l'Etat n'a pas marqué des points à gauche. Hier, le baromètre Ifop pour le Journal du dimanche est venu confirmer un nouveau décrochage à gauche : 75% des sympathisants du Front de gauche se disent mécontents (-8 points en deux mois), tout comme 69% des sympathisants d'Europe Ecologie-les Verts (-7 en un mois). Et même au PS, seuls 56% (-5 points) se disent encore satisfaits. Au finale, Hollande n'obtient plus que 20% de bonnes opinions, égalisant son «record» de novembre.

«Barrage».

Au-delà de la prime aux maires sortants et du succès prêté au socialisme à l'échelle municipale - une notion à géométrie variable -, la crainte d'une démobilisation des électeurs de gauche fait dire à de nombreux hiérarques PS que la participation sera plus encore qu'à l'habitude une clé des municipales. «L'urgence, c'est effectivement la mobilisation et, dans le contexte actuel, on ne peut pas dire que ce soit facile, confie un parlementaire socialiste inquiet. Appeler à faire barrage à la droite réac est clairement plus audible que de demander à nos électeurs de soutenir le gouvernement.»

Depuis le début du quinquennat, les défaites de la majorité lors des élections partielles s'expliquent en grande partie par la trop faible participation des électeurs de gauche et des socialistes en particulier. A commencer par celle des électeurs les plus jeunes. Un contexte qui a conduit à des victoires de la droite et même de l'extrême droite, particulièrement mobilisées dans l'opposition. Et, alors que le scrutin de 2008, avec 35% d'abstention au premier tour, avait constitué un sombre record pour l'élection la plus mobilisatrice après la présidentielle, beaucoup à gauche prédisent une participation plus faible encore en mars.

A l'UMP, on mise avec gourmandise sur un

déplacement des troupes plus fort à droite qu'à gauche pour faire basculer des villes en profitant de l'abstention-sanction des électeurs de la majorité. Et pour séduire les réacs de la Manif pour tous, Jean-François Copé n'hésite pas à surfer - sans complexe et à coups de contrevérités - sur la polémique autour de la supposée théorie du genre à l'école. Cette stratégie risque toutefois de heurter certains électeurs de droite et de remobiliser une gauche prompte à dénoncer l'extrême droitisation d'une partie croissante de l'UMP.

Il semble déjà loin le temps où, le 1er février, Harlem Désir évoquait encore les municipales comme «un scrutin de conquête». Aujourd'hui, les socialistes sont surtout prompts à rappeler que Nicolas Sarkozy a perdu tous les scrutins intermédiaires après sa victoire en 2007. Manière de relativiser des résultats que personne n'anticipe comme une vague rose. Sans qu'elle s'annonce bleue pour autant, tant l'inconnue FN, par le jeu des triangulaires, fait planer une forte incertitude sur le résultat final.

Alarme

Dans un billet de blog titré «Inquiétude», Julien Dray (PS) a tiré jeudi la sonnette d'alarme, s'inquiétant qu'«une part non négligeable d'électeurs» soit tentée de «sanctionner la politique nationale». Et le vice-président du conseil régional d'Ile-de-France de rappeler : «On a déjà connu ce phénomène en 1983 et en 2001, sans l'avoir forcément vu venir.» Cette fois, le PS le voit venir. Et samedi, comme le rapporte le JDD, la maire de Lille, Martine Aubry, a lancé d'un sourire que «pour retrouver un peu d'air, on peut toujours réfléchir à un projet de société de gauche».

liberation.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Attractivité de la France : les 4 engagements de Hollande



Par Louis Morice

Le président de la République présente une série de mesures destinées à rassurer les investisseurs étrangers.



Entouré de ministres, François Hollande reçoit des investisseurs étrangers à l'Elysée pour le "conseil stratégique de l'attractivité". (Patrick Kovarik - AFP)

La France est boudée par les investisseurs étrangers ? François Hollande a décidé de déjouer la tendance en invitant à l'Elysée, lundi 17 février, des grands patrons internationaux pour un "Conseil stratégique de l'attractivité". Le président de la République s'est lancé dans une opération de charme, présentant une série de mesures destinées à rassurer des investisseurs quelque peu refroidis par la fiscalité française notamment.

Faisant de l'attractivité un "enjeu majeur pour la croissance et l'emploi", soulignant que la France n'a "pas peur" des capitaux étrangers et n'entendait pas "se protéger", le chef de l'Etat a présenté quatre engagements. Car, a-t-il rappelé à l'issue du Conseil : "La conquête suppose aussi l'accueil d'entreprises étrangères en France".

1- 1200 millions d'euros pour attirer les capitaux

Le chef de l'Etat a annoncé la fusion de l'Agence française pour les investissements internationaux (AFII) et d'UbiFrance (l'Agence française pour le développement international des entreprises), au profit d'une nouvelle agence dotée d'un budget de 200 millions d'euros. Ce nouvel "outil de promotion de la France" regroupera 1.500

personnes et un réseau de 65 pays.

2- Un "passeport talent" pour directement au but

Ce "passeport" s'adresse aux créateurs et les jeunes diplômés qualifiés et sera valable quatre ans. Les "visas express" pour les investisseurs seront délivrés dans un délai 48 heures au lieu de plusieurs semaines actuellement. Leur validité sera elle aussi de longue durée : 5 ans. Quant aux étudiants et chercheurs, ils auront une carte de séjour correspondant à la durée de leurs études ou de leurs recherches.

3- Un accueil VIP pour les start-ups

La mise en place d'un interlocuteur unique est prévue pour l'implantation de start-up en France. Elles pourront bénéficier d'une aide financière de 25.000 euros et d'un accompagnement dans leur installation. Elles pourront aussi obtenir des aides de la Banque publique d'investissement.

4- Des procédures fiscales allégées

Pour attirer plus fortement les activités d'innovation et de recherche, le crédit d'impôt recherche (CICE) sera sanctuarisé et élargi à l'innovation. Les freins seront levés : le régime de la TVA sera simplifié et une entreprise pourra valider avec l'administration fiscale les règles qui régiront son investissement. Enfin, d'ici la fin 2014, les procédures en douane à l'import et à l'export seront dématérialisées.

Le Conseil stratégique de l'attractivité se réunira désormais tous les six mois. François Hollande s'est montré rassurant : "La France est un pays ouvert au monde". Suffisant pour faire venir les entreprises étrangères ?

L.M. - Le Nouvel Observateur

III) Compétitivité : les initiatives de Hollande laissent « dubitatif »

Le Monde.fr avec AFP



Edouard Martin, le 26 septembre, à Florange (Moselle). | AFP/NICOLAS BOUVY

Alors que l'Elysée s'apprête à présenter sa feuille de route pour améliorer l'attractivité de la France, plusieurs responsables politiques, à droite comme à gauche, ont fait part de leurs doutes.

Edouard Martin, tête de liste PS pour les élections européennes dans l'Est et ancien syndicaliste CFDT à l'usine de Florange, s'est dit « dubitatif » sur l'efficacité d'une baisse du coût du travail et « gêné aux entournures », car « le patronat européen donne le la. »

« Le président [François Hollande] essaie par tous les moyens de renverser la situation qui n'est pas simple. Je suis dubitatif, je regarde, j'espère que cela va marcher », a déclaré M. Martin au micro de France Info. Il a également regretté qu'on ne parle « que du coût de la main-d'œuvre ». « Je ne suis pas sûr en réalité que cela va avoir les effets escomptés », a-t-il insisté, estimant que la France était en réalité « bien positionnée ».

Disant comprendre que François Hollande « fasse le job » pour rassurer les grands patrons de groupes internationaux, M. Martin a souligné que « c'est aussi au patronat français d'envoyer des signaux à ses collègues internationaux. Ce n'est pas le Medef qui est très vendeur du “made in France” ». « Lorsqu'un employeur français écoute M. Gattaz, effectivement il n'a vraiment pas envie de s'installer en France », a-t-il jugé.



Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, lundi 26 août, après sa rencontre avec le premier ministre Jean-Marc Ayrault. | AFP/BERTRAND GUAY

Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, a répété pour son syndicat, « il n'y aura pas de pacte de responsabilité qui vaille » si le Medef ne prend pas des engagements « dans la semaine ».

« Je suis très clair. Si dans la semaine M. Gattaz et le Medef ne disent pas qu'ils sont prêts à tenir un certain nombre d'engagements pour dire comment vont être utilisées les marges qui sont dégagées, il n'y aura pas de pacte de responsabilité qui vaille pour la CFDT ».

La première rencontre entre les cinq organisations syndicales représentatives (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC) et les trois patronales (Medef, CGMPE, UPA) sur le pacte aura lieu le 28 février. Le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a fixé à « fin mars » le délai pour négocier ce pacte qui prévoit un allègement des cotisations des entreprises en échange d'embauches.

lemonde.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Un intermittent du spectacle lance une pétition pour supprimer le Medef

Cécile Dehesdin

Après la proposition du Medef de supprimer le régime des intermittents du spectacle, une pétition humoristique a été lancée pour en faire autant avec le syndicat du patronat... Mais elle est prise un peu trop au sérieux.



Le nouveau patron des patrons français, Pierre Gattaz, ne perçoit pas de frémissement particulier de l'économie
REUTERS/Philippe Wojazer

Une blague prise un peu trop au sérieux. A la suite de la proposition du Medef de supprimer le régime des intermittents du spectacle, une pétition a été lancée pour supprimer le syndicat du patronat. "Que représente un déficit de 320 millions d'euros assurant la survie de plus de 100.000 intermittents du spectacle, face aux 20 milliards de crédit d'impôt aux entreprises sans effet sur la politique de l'emploi?", demande l'auteur de la pétition, Romain Cazeaux.

En quatre jours, près de 10.000 signatures ont été collectées pour cette pétition humoristique. Contacté par L'Express, Romain Cazeaux explique être lui-même intermittent et avoir eu envie "de réagir avec humour" après avoir vu la proposition du Medef de supprimer le régime des intermittents du spectacle pour faire des économies.

"Coup de gueule amusé"

"Je commence à recevoir d'un côté des mails de gens très premier degré qui réclament pour de vrai la suppression du Medef, ce que je trouve assez incroyable", dit-il, "et de l'autre côté des mails de

gens qui m'accusent de jeter de l'huile sur le feu en appelant à la haine, alors que tout cela n'est qu'une blague".

Le but de la blague? "Mettre en exergue une proposition un peu ridicule de la part du Medef en proposant quelque chose d'un peu ridicule". Une sorte de "coup de gueule amusé", conclut-il, précisant qu'il a rédigé un message d'explications aux signataires.

Lors des négociations sur l'assurance chômage jeudi, le patronat a fait des propositions drastiques, dont la suppression de ce régime. Cette proposition a suscité l'indignation des organisations syndicales qui peuvent bénéficier du soutien d'Aurélie Filippetti. "Le Medef a une attitude agressive et scandaleuse. Il veut tuer la culture", a réagi la ministre de la Culture. Selon elle, le Medef "cherche un bouc émissaire car il est incapable de s'engager sur des contreparties au pacte de responsabilité proposé par le président".

lexpansion.lexpress.fr

V) Laurence Parisot : "Le régime des intermittents n'est pas une anomalie"



<http://videos.lesechos.fr/3214664812001>

lesechos.fr/

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Lepaon (CGT): un million d'emplois en 5 ans, une "tartufferie" du Medef



Le secrétaire général de la CGT, Thierry Lepaon, a qualifié lundi de "tartufferie" l'engagement du président du Medef, Pierre Gattaz, de créer un million d'emplois en cinq ans s'il obtenait 100 milliards de baisse de charges sociales et fiscales.

© Bertrand Guay

Le secrétaire général de la CGT, Thierry Lepaon, a qualifié lundi de "tartufferie" l'engagement du président du Medef, Pierre Gattaz, de créer un million...

Le secrétaire général de la CGT, Thierry Lepaon, a qualifié lundi de "tartufferie" l'engagement du président du Medef, Pierre Gattaz, de créer un million d'emplois en cinq ans s'il obtenait 100 milliards de baisse de charges sociales et fiscales.

"Il se promène partout dans le monde aujourd'hui avec son pin's +un million d'emplois+. Un million d'emplois en cinq ans, c'est 200.000 emplois par an, c'est exactement ce que les entreprises créent de manière naturelle aujourd'hui", a affirmé M. Lepaon sur i-Télé.

"Cela veut dire que, selon Pierre Gattaz, il n'y aura pas de création d'emplois dans les cinq années qui viennent contrairement à ce qu'il dit sinon, il aurait mis un million plus un million", a estimé le numéro un de la CGT. "C'est donc une tartufferie de la part du président des patrons", a-t-il ajouté.

Pierre Gattaz, qui accompagnait François Hollande aux Etats-Unis la semaine dernière,

avait semé le trouble répétant que les allègements de charges promis ne devaient pas s'accompagner d'une "contrainte" sur les entreprises. Il avait ensuite procédé à une clarification, n'excluant plus des "engagements chiffrés" en matière de création d'emplois dans le cadre du Pacte de responsabilité.

publicsenat.fr

Hollande n'a « ni le moyens, ni la volonté de dégager 50 milliards d'économies », affirme Gorce

Par Les Echos

Gaëtan Gorce, le sénateur socialiste de la Nièvre, a écrit lundi que François Hollande n'avait « ni les moyens » ni « la volonté de dégager 50 milliards d'économies supplémentaires » annoncés d'ici la fin du quinquennat. Cette annonce, est selon lui, un « leurre destiné à enfumer » la Commission européenne.



Pour le sénateur socialiste Gaëtan Gorce, François Hollande ne veut pas réaliser 50 milliards d'économies supplémentaires. - Chamussy/Sipa

« Mon Dieu, gardez-moi de mes amis. Quant à mes ennemis, je m'en charge ! ». C'est sans doute en citant Voltaire que les conseillers de François Hollande à l'Elysée ont pris connaissance du message posté lundi par le socialiste Gaëtan Gorce. Le sénateur socialiste de la Nièvre affirme notamment à propos du président de la République : « Il faut saluer l'habileté tactique du Président qui a su imposer son agenda et reprendre ainsi la main ». Le pacte de

responsabilité qu'il appelle de ses vœux « n'a d'autre objet que de pérenniser sous une forme différente le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), mis en place voici plus d'un an sans exigence de réciprocité à l'égard du patronat ». Surtout, écrit Gaëtan Gorce : « le président n'a ni les moyens, ni plus encore la volonté de dégager 50 milliards d'économies supplémentaires ».

« Social-démocrate, le président appartient toujours à la gauche et n'a nullement l'intention d'infliger au pays une diète supplémentaire. Le voudrait-il, il sait que celui-ci ne le supporterait pas. Il s'agit donc d'un leurre visant à enfumer la Commission avec laquelle la France a rendez-vous en avril », analyse poursuit le sénateur de la Nièvre. « Passé cette date, le gouvernement n'oubliera pas les engagements pris, l'exécutif étant bien conscient de la nécessité de ne pas laisser dériver les comptes, mais il les limitera au strict nécessaire », prédit-il.

Hollande et l'Europe

« Hollande cherche à épargner aux Français, et on lui en sait gré, une rigueur trop brutale mais ne croit manifestement pas, et on peut le lui reprocher, dans la capacité de la France à faire bouger le rapport de forces en Europe. C'est pourtant cette option qu'il faudrait privilégier en défendant à Bruxelles nos intérêts vitaux qui sont ceux de l'industrie et de l'emploi que nous ne pourrions sauver sans une relance par l'investissement », conclut le sénateur.

Les Echos

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Attractivité : "Il faut en finir avec le dénigrement permanent"



Par Héloïse Bolle

INTERVIEW Nicole Bricq, la ministre du Commerce extérieur détaille, pour Challenges, les mesures destinées à restaurer l'attractivité de la France.



Nicole Bricq, la ministre du Commerce Extérieur. (SERGE POUZET/SIPA)

Le conseil de l'attractivité qui s'est tenu à l'Elysée ce lundi a réuni une dizaine de ministres et de secrétaires d'Etat et une trentaine de grands patrons venus de tous les continents. Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur, a coordonné toute la mise en place du conseil.

Pouvez-vous nous citer les principales qualités de la France aux yeux des investisseurs ?

Nous revenons des Etats-Unis, où tout le monde, chefs de grandes entreprises comme de start-up, a vanté notre capacité d'innovation, la qualité de nos ingénieurs, et de notre réseau d'infrastructures. Il faut en finir avec le dénigrement permanent, si nous-mêmes n'avons pas confiance en nous, c'est difficile de convaincre les autres!

A l'inverse quels sont les reproches les plus fréquents que vous entendez à l'égard de la France ?

Les investisseurs étrangers réclament un environnement fiscal et juridique plus stable. Cela

concerne aussi bien les entreprises étrangères que les sociétés françaises, qui ont souvent du mal à grandir. Pour que les petits poissons deviennent gros, il leur faut une mer plus calme!

Selon eux, nos règles en matière de droit du travail ne leur laisseraient pas toute la liberté de se développer. Ils nous reprochent, enfin, de leur imposer des procédures trop lourdes. Nous savons que le temps, c'est de l'argent, alors nous sommes en train de simplifier un certain nombre de démarches administratives. C'est le grand chantier du président de la République à travers la modernisation de l'action publique.

Quelles mesures allez-vous mettre en œuvre ?

Pour commencer, dès 2014, nous mettons en place un visa express délivrable en 48h pour les clients ou fournisseurs étrangers d'une des 4.000 entreprises exportatrices agréées. Une autre mesure très importante est l'auto-liquidation de la TVA à l'import. Le principe: aligner le fonctionnement de la TVA sur les produits importés sur celui de la TVA sur les produits locaux. Pour l'Etat, cela ne coûte rien, et pour les entreprises qui importent, ce sont 10 milliards de trésorerie en plus. Nous dématérialisons également les procédures douanières à l'import et à l'export, avec une simplification des circuits lorsque plusieurs administrations sont impliquées.

Nous mettons également en place une agence unique dédiée à l'internationalisation des entreprises, née du regroupement entre l'Agence française pour les investissements internationaux et Ubifrance.

Enfin, la BPI (banque publique d'investissement) pourra octroyer des prêts à des entreprises étrangères implantées en France, aux mêmes conditions que pour les entreprises françaises. Nous signerons des conventions avec les pays d'origine, pour qu'ils puissent également prêter aux filiales d'entreprises françaises implantées chez eux.

challenges.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VIII) Mélenchon et Besancenot vont manifester main dans la main en avril



Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Front de gauche, et Olivier Besancenot, ancien candidat à la présidentielle pour le NPA, entourent Marie-George Buffet lors d'un meeting de soutiens aux grévistes de la SNCM en octobre 2005. (Photo Jean-Paul Pelissier. Reuters)

Les deux figures de la gauche anticapitaliste entendent s'opposer aux «manifestations de droite et d'extrême droite des derniers mois». Elles proposent une marche le week-end du 12-13 avril.

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du parti de gauche et Olivier Besancenot, figure du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), ont annoncé lundi vouloir organiser une «marche nationale» le week-end du 12-13 avril en réponse aux «manifestations de droite et d'extrême droite des derniers mois».

A l'issue d'une rencontre bilatérale entre une délégation du Parti de gauche et le NPA, les deux hommes ont «proposé» le week-end du 12-13 avril pour organiser une marche destinée à «exprimer ce ras-le-bol de gauche». «Nous faisons une proposition en commun : qu'on se donne un moment pour exprimer ce ras-le-bol de gauche et qu'on marche. Que ce soit une manifestation nationale», a dit Jean-Luc Mélenchon, lors d'un point de presse. «La préparation de cette marche s'appuie sur des collectifs. Nos organisations ne prétendent ni diriger, ni prendre la tête du processus», a-t-il précisé.

Clémentine Autain, autre figure du Front de gauche, avait également proposé le 7 février une

«initiative de rue» contre l'austérité et les «forces réactionnaires». «On est sur la même longueur d'ondes pour construire avec d'autres une initiative de rue la plus importante qui soit et répondre à l'air du temps, (...) au climat nauséabond qu'on connaît, de ceux qui ont pris le pavé depuis des mois et des mois, c'est-à-dire la droite et l'extrême droite et que la politique du gouvernement actuel favorise», a déclaré Olivier Besancenot.

«C'est pas notre pays ça»

«C'est un appel qu'on lance ensemble pour construire la mobilisation de ceux qui voudront exprimer un ras-le-bol de gauche à la politique du gouvernement», a-t-il dit. «Il y a une situation qui va de mal en pis avec des élites dirigeantes qui ne se rendent pas compte de la violence de ce qu'ils déclenchent dans le pays», a ajouté Jean-Luc Mélenchon.

«Nous sentons qu'il faut exprimer un rapport de force que la réalité n'est pas ce que donnent à voir les apparences. Les apparences c'est une très forte mobilisation de la droite et de l'extrême droite mais nous sommes là et ce n'est pas la résignation qui l'a emporté pour l'instant», a-t-il poursuivi.

«Je pense que le Front de gauche est sur la même longueur d'ondes. Il faut maintenant régler les détails : écrire le texte, passer la balle à un collectif, déterminer si la date est la bonne», a dit le coprésident du Parti de gauche. Il a qualifié de «beau et grand moment ce qui vient de se passer là». «Ce n'est pas la division, la parcellisation qui est en train de l'emporter, a-t-il dit, mais il y a un énorme effort pour essayer de rassembler, réunir, mettre de la dynamique et ne pas abandonner le terrain à la droite et l'extrême droite. C'est pas notre pays ça».

AFP

LAPRESSEENREVUE.EU

Jacques Chirac est à l'hôpital

Obs

Par Le Nouvel Observateur avec AFP



L'ancien président de la République Jacques Chirac.
(SEBASTIEN NOGIER / AFP)

L'ancien président Jacques Chirac a été hospitalisé lundi 17 février au soir à l'hôpital américain de Neuilly-sur-Seine, mais il n'y a "absolument aucune urgence vitale", a-t-on appris auprès de son entourage.

L'ancien président Jacques Chirac est rentré chez lui lundi soir après quelques examens à l'hôpital américain de Neuilly-sur-Seine où il avait été admis en début de soirée à la suite d'une "violente crise de goutte", a annoncé son entourage.

tempsreelnouvelobs.com

A suivre...

**La Presse en
Revue**